

**Arrêté n°2025-384-A**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la Ville de Montbrison à compter du 13/08/2025

**Demande déposée le 03/03/2025 et complétée le 23/05/2025**

**N° AT 042 147 25 00015**

Par :	<b>SAS REX FOREZ M. Luc BRUNEL</b>
Demeurant à :	<b>10 avenue Charles de Gaulle 42600 MONTBRISON</b>
Sur un terrain sis à :	<b>10 AVENUE CHARLES DE GAULLE 42600 MONTBRISON 147 BE 121, 147 BE 251, 147 BE 252 extension du cinéma</b>

**Le Maire,**

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée,  
Vu la loi N° 2005-102 du 1<sup>er</sup> février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,  
Vu le décret N° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, modifié par décret N° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des ERP et IGH,  
Vu les arrêtés du 8 décembre 2014 et du 20 avril 2017,  
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L164-1 à 165-7, L143-1 à L143-3, R162-8 à R162-13, R164-1 à R164-6 et R143-1 à R143-47,  
Vu l'avis de la Commission de sécurité de l'Arrondissement de Montbrison réunie en sous-commission ERP-IGH et sous-commission accessibilité, en date du 29/07/2025,  
Vu l'avis Favorable avec prescriptions de Service Départemental d'Incendie et de Secours de La Loire (SDIS -ERP) en date du 21/07/2025,

**ARRETE**

**Article 1:** Les travaux décrits dans la demande d'autorisation de travaux susvisée peuvent être entrepris en respectant les prescriptions émises par la Commission de sécurité de l'Arrondissement de Montbrison réunie en sous-commission ERP-IGH et sous-commission accessibilité et par le SDIS dans les rapports ci-joints.

**MONTBRISON, le 12 août 2025**

**Le Maire au nom l'Etat**

**Christophe BAZILE**



**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.